CONSEIL D'ADMINISTRATION
Ce 27 novembre 2024

PROCÈS-VERBAL d'une séance ordinaire du conseil de la Municipalité régionale de comté (MRC) d'Abitibi-Ouest tenue le 27 novembre 2024, à 19 h, à la salle du conseil de la MRC d'Abitibi-Ouest.

Présents :	MM.	Jaclin Bégin Yvon Gagné Fernand Major Daniel Favreau Daniel Céleste Michel Cliche Denis Blais Alain Grégoire Serge Marquis	Préfet Authier Authier-Nord Chazel Clermont Clerval Duparquet Dupuy Gallichan
	M ^{me}	Sophie Bouchard	La Reine
	MM.	Yves Dubé Tony Boudreau Ghislain Desbiens Pierre Godbout Alain Gagnon Mathieu Guillemette Rémi Morin Michaël Otis Alain Guillemette	La Sarre Macamic Normétal Poularies Rapide-Danseur Roquemaure Sainte-Hélène Taschereau Val Saint-Gilles
	M ^{me}	Linda C. Bédard	Secteur Languedoc
	M.	Bernard Deschênes	Secteur Saint-Eugène de Chazel
Directeur général :	M.	Normand Lagrange	
Directeur général adj. :	M.	Normand Grenier	
Conseillère en gestion municipale :	M ^{me}	Micheline Trudel	
Coord. en comptabilité :	M ^{me}	Sylvie Faucher	
Secrétaire d'assemblée :	M ^{me}	Vanessa Pronovost	
Absents :	M ^{mes}	Véronique Aubin Diane Provost	Palmarolle Saint-Lambert
	M.	David Goulet	Ste-Germaine-Boulé

CONSTATATION DU QUORUM ET DE LA RÉGULARITÉ DE LA SÉANCE

La séance ayant été convoquée dans le délai prescrit et le quorum étant satisfait, le président, monsieur Jaclin Bégin, la déclare ouverte à 19 h.

LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue;
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;
3. Période de questions;
4. Adoption et ratification des procès-verbaux;
5. Affaires en découlant;

6. Rapports et comptes rendus;
7. Informations;
8. Matières résiduelles;
9. Administration générale;
10. Prévisions budgétaires 2025 – MRC d’Abitibi-Ouest;
11. Aménagement;
12. Développement;
13. Gestion des territoires non organisés;
14. Résolutions diverses;
15. Avis de motion, projet et adoption de règlements;
16. Levée et fermeture de la séance.

ADOPTION DE L’ORDRE DU JOUR

24-199

Proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu d’adopter l’ordre du jour ci-haut mentionné.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Monsieur Pierre Bérubé, citoyen de Rapide-Danseur, présente sommairement son projet d’aire protégée *La forêt du Pékan de la rivière Magusi*. Il est informé que les projets soumis à la MRC seront pris en considération conformément à l’ordre du jour.

Monsieur Robert Delage, propriétaire d’un lot boisé, se questionne sur la mise à jour de son rôle de perception. Monsieur Normand Grenier, directeur général adjoint, répond aux interrogations soulevées.

ADOPTION ET RATIFICATION DES PROCÈS-VERBAUX

Ayant déjà reçu copie des procès-verbaux, les conseillers de comté en dispensent la lecture.

Adoption du procès-verbal du conseil

24-200

Proposé par monsieur Tony Boudreau, appuyé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu d’adopter le procès-verbal du conseil de la MRC d’Abitibi-Ouest du 16 octobre 2024.

24-201

Ratification des procès-verbaux du comité administratif

Proposé par monsieur Daniel Céleste, appuyé par monsieur Denis Blais et unanimement résolu d'adopter les procès-verbaux du comité administratif de la MRC d'Abitibi-Ouest du 9 octobre et du 6 novembre 2024.

AFFAIRES EN DÉCOULANT

Rien de particulier n'est abordé sous cette rubrique.

RAPPORTS ET COMPTES RENDUS

M. Jaclin Bégin résume les différentes rencontres auxquelles il a participé au cours du dernier mois.

Le directeur général présente un compte rendu des rencontres et activités qui se sont tenues :

Colloque conjoint de l'ADGMRCQ et de l'ADDELQ

Du 23 au 25 octobre, le directeur général et le directeur du Service de développement ont participé au colloque conjoint de l'Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ) et de l'Association des directions du développement économique local du Québec (ADDELQ) au Manoir Richelieu à la Malbaie.

Évaluation foncière

Dépôt des rôles

Le 29 octobre dernier, l'équipe du Service d'évaluation foncière a procédé au dépôt du rôle triennal d'évaluation foncière devant être en vigueur durant les exercices financiers 2025-2026-2027, pour 18 municipalités et le territoire non organisé Rivière-Ojima. Le dépôt des rôles d'évaluation des villes de Duparquet et La Sarre aura lieu en 2025 et celui de Macamic en 2026.

Visite de la Commission municipale dans le cadre de l'audit de performance

Des membres de la Commission municipale étaient présents à nos bureaux les 20 et 21 novembre dernier dans le cadre de l'audit de performance du processus d'évaluation foncière.

Demandes du maire de La Sarre

Fourniture de services incendies du TNO Rivière-Ojima

Le maire de la Ville de La Sarre, monsieur Yves Dubé, souhaite intégrer le territoire non organisé Rivière-Ojima, secteur de St-Eugène de Chazel, au regroupement incendie de La Sarre. La MRC a récemment conclu une entente avec la Municipalité de Normétal afin de desservir le secteur de St-Eugène de Chazel. Monsieur Lagrange mentionne qu'il faudra peser le pour et le contre afin de retenir la meilleure option pour ce secteur.

Mutualisation des ressources municipales

Monsieur Dubé souhaite également qu'un comité de travail soit mis en place afin d'établir les services que la MRC d'Abitibi-Ouest pourrait offrir en soutien aux municipalités locales du territoire. Monsieur Lagrange informe les membres d'un

projet sur lequel travaille actuellement l'équipe du Service de développement : *Accroître la capacité d'agir des municipalités pour améliorer la qualité de vie des citoyens*. Un sommaire du projet pourra être présenté au début de l'année 2025.

Société des établissements de plein air du Québec

Monsieur Michaël Otis, représentant de la MRC d'Abitibi-Ouest au sein de la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) fait état de la situation au Parc national d'Aiguebelle, qui s'est grandement améliorée depuis le dernier compte rendu.

La passerelle suspendue, fermée depuis l'été 2023, sera de nouveau accessible pour la prochaine saison estivale.

Le Parc bonifie son offre hivernale en déneigeant les routes 1, 12 et 26 ce qui permet l'ouverture de l'entrée de Taschereau et facilite l'accès aux camps rustiques et aux sentiers. De plus, certains hébergements ont été améliorés (eau courante et électricité) afin d'offrir la location en saison hivernale.

Motion de félicitations au directeur du Parc national d'Aiguebelle

CONSIDÉRANT l'énergie, la passion et le dévouement démontrés par monsieur Frédéric Bilodeau, directeur du Parc national d'Aiguebelle, pour améliorer les services et mettre en valeur le secteur du Parc situé dans la municipalité de Taschereau;

CONSIDÉRANT les efforts déployés pour rénover les attraits du Parc et mettre en œuvre des solutions novatrices visant à en augmenter l'achalandage;

24-202

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu:

- **QUE** la MRC d'Abitibi-Ouest adresse une motion de félicitations à monsieur Frédéric Bilodeau pour son dévouement exemplaire et son engagement dans le développement et le rayonnement du Parc national d'Aiguebelle sur notre territoire.

INFORMATIONS

Rien de particulier n'est abordé sous cette rubrique.

MATIÈRES RÉSIDUELLES

Collecte et transport des déchets 2025 – Adjudication

ATTENDU QUE, par l'adoption du Règlement 03-2024, la MRC d'Abitibi-Ouest a déclaré sa compétence dans le domaine de la gestion des matières résiduelles pour l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QU' un appel d'offres public a été lancé pour la collecte et le transport des déchets sur le territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest;

ATTENDU QU' une seule soumission a été déposée, et qu'elle est conforme;

ATTENDU QU' à la suite des échanges qui ont eu lieu entre la MRC et de soumissionnaire, le bordereau de prix a été revu à la baisse;

24-203

EN CONSÉQUENCE, proposé par madame Sophie Bouchard, appuyé par monsieur Fernand Major et unanimement résolu :

- **D'ACCEPTER** la soumission de 9151-1634 QUÉBEC INC. (Les Entreprises JLR), au montant de 954 325,91 \$ taxes en sus, pour la collecte et le transport des déchets sur le territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest, pour l'année 2025;
- **D'AUTORISER** le directeur général, monsieur Normand Lagrange, à signer tout document à intervenir en vertu de la présente adjudication.

Le cahier des charges, les addendas, la soumission déposée et la résolution du conseil valent contrat.

Transport des matières résiduelles 2025-2027

Informations sont données concernant l'unique soumission déposée à l'occasion de l'appel d'offres pour le transport des matières résiduelles vers le lieu d'élimination technique : estimé, affectation de revenus et surplus pour cette dépense, effets sur les prévisions budgétaires.

Adjudication

ATTENDU QU' un appel d'offres public a été lancé pour le transport des matières résiduelles vers des lieux d'élimination et de récupération;

ATTENDU QU' une seule soumission a été déposée, et qu'elle est conforme;

24-204

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Daniel Favreau, appuyé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu :

- **D'ACCEPTER** la soumission de Multitech Environnement (3766063 CANADA INC.) pour le transport des matières résiduelles du CVMR vers le centre de tri, pour une durée de 3 ans, avec 2 options de renouvellement d'une année, dont les prix sont les suivants pour la première année :

Matières destinées à l'enfouissement : 1 881,50 \$ / voyage

Matières destinées à un centre de récupération : 1 881,50 \$ / voyage

- **D'AUTORISER** le directeur général, monsieur Normand Lagrange, à signer tout document à intervenir en vertu de la présente adjudication.

Le cahier des charges, les addendas, la soumission déposée et la résolution du conseil valent contrat.

Transport des matières recyclables 2025-2029 – Avenant

ATTENDU QUE la MRC a conclu un contrat avec S.M Express Inc. pour le transport des matières recyclables à partir du Centre de valorisation des matières résiduelles (CVMR) au centre de tri;

ATTENDU QU' initialement, le contrat devait débuter le 19 février 2025, soit à l'échéance du contrat de transport des matières résiduelles 2020-2025;

ATTENDU QUE la date de fin du contrat pour le transport des matières résiduelles 2020-2025 a été devancée au 1^{er} janvier 2025;

24-205

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Serge Marquis, appuyé par monsieur Rémi Morin et unanimement résolu :

- **DE DEVANCER** la date de début du contrat pour le transport des matières recyclable 2025-2029 au 1^{er} janvier 2025;
- **D'AUTORISER** le directeur général, monsieur Normand Lagrange, à signer l'avenant au contrat.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Demande au gouvernement du Québec de clarifier certains effets du projet de loi 57

CONSIDÉRANT QUE la ministre des Affaires municipales a présenté le projet de loi n° 57, nommé *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*;

CONSIDÉRANT QUE l'article 46 dudit projet de loi a notamment pour effet d'abroger l'article 1033 du *Code municipal du Québec* (RLRQ, chapitre C-27.1) en matière de vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes, lequel prévoit que :

1033. Le greffier-trésorier a droit à 0,10 \$ par chaque cent mots ou chiffres, pour tous avis, listes ou autres documents relatifs à la vente des immeubles endettés pour taxes, et à 1,50 \$ pour chaque certificat d'adjudication, ou pour tout contrat de vente, aux frais d'inscription de ceux-ci jusqu'à ce que les honoraires soient autrement fixés par une résolution.

CONSIDÉRANT QUE notre MRC se questionne sur l'intention du législateur par l'abrogation de l'article 1033 du *Code municipal du Québec*, en ce que les MRC du Québec doivent engager d'importants frais qui leur sont imposés par la loi, en plus des ressources humaines et matérielles, afin de s'assurer du bon déroulement de ladite vente;

CONSIDÉRANT QUE le législateur doit clarifier son intention en lien avec l'abrogation dudit article, afin de préciser qu'il ne vise pas à empêcher les MRC de percevoir les honoraires qu'elles fixent;

CONSIDÉRANT QUE la MRC agit comme exécutant des municipalités locales en matière de perception municipale;

CONSIDÉRANT QUE tant les huissiers que les juristes, lorsqu'ils font de la perception des créances municipales, sont en droit d'exiger des montants importants en honoraires;

CONSIDÉRANT QU' il serait inéquitable pour les autres professionnels et les citoyens qui s'acquittent de leurs taxes municipales dans les délais, de ne pas permettre aux MRC de percevoir des frais et d'imposer ce fardeau sur le portefeuille des contribuables;

24-206

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu :

- **DE DEMANDER** à la ministre des Affaires municipales de clarifier son intention par l'abrogation de l'article 46 du projet de loi no 57, nommé *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*;
- **D'ACHEMINER** la présente résolution à la ministre des Affaires municipales, à la députée d'Abitibi-Ouest, madame Suzanne Blais, ainsi qu'à la Fédération québécoise des municipalités et aux municipalités régionales de comté du Québec.

Entretien ménager 2025-2026 – Offre de services

24-207

Proposé par monsieur Yvon Gagné, appuyé par monsieur Daniel Céleste et unanimement résolu d'accepter la proposition de TEMABEX inc., au montant de 56 612,64 \$, taxes en sus, pour l'entretien ménager du bâtiment administratif, des locaux d'Accès entreprise Québec (AEQ) ainsi que de la guérite et de la roulotte de chantier du Centre de valorisation des matières résiduelles (CVMR), pour les années 2025 et 2026.

FQM Assurances – Assurance collective : Renouvellement

CONSIDÉRANT QUE le 1^{er} juin 2022, la MRC d'Abitibi-Ouest a adhéré au contrat d'assurance collective dont la FQM est Preneur auprès de Desjardins Assurances (ci-après désigné : « le Contrat »);

CONSIDÉRANT QUE les garanties d'assurances choisies par la MRC d'Abitibi-Ouest dans le cadre du Contrat doivent être maintenues pendant une période minimale de vingt-quatre (24) mois avant de pouvoir être modifiées;

CONSIDÉRANT QUE la MRC d'Abitibi-Ouest a maintenu les garanties choisies pour la période minimale de vingt-quatre (24) mois;

CONSIDÉRANT QUE la MRC d'Abitibi-Ouest désire modifier les garanties d'assurances prévues à son contrat d'assurance collective;

24-208

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Alain Guillemette, appuyé par monsieur Denis Blais et unanimement résolu :

- **QUE** la MRC d'Abitibi-Ouest modifie le régime actuel en modifiant l'option suivante au 1^{er} janvier 2025 :

- Ajout d'un ticket modérateur de 5 \$ par médicament à la garantie *Assurance maladie*.
- **QUE** le directeur général, monsieur Normand Lagrange soit autorisé à signer, pour le compte de la MRC d'Abitibi-Ouest la *Demande de révision des choix d'options de régime au 1^{er} janvier 2025*;
- **QU'**une copie de la présente résolution soit transmise à FQM Assurances.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2025 DE LA MRC D'ABITIBI-OUEST

Le cahier des prévisions budgétaires a été transmis à chacun des conseillers de comté.

Monsieur Normand Lagrange, directeur général, présente les principes budgétaires retenus pour l'année 2025.

Principes budgétaires 2025

24-209

Proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Pierre Godbout et unanimement résolu d'adopter les principes budgétaires pour l'année 2025 de la Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest, tels que présentés.

Lesdits principes font partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

Prévisions budgétaires 2025 – Fonds administration générale

Les membres du conseil ont reçu préalablement le cahier des prévisions budgétaires 2025 par intranet. Un document supplémentaire leur est remis afin d'intégrer à ce cahier l'effet des résolutions 24-203 et 24-204.

Madame Micheline Trudel, conseillère en gestion municipale, présente les faits saillants des prévisions budgétaires et énonce les revenus, les dépenses, les conciliations à des fins fiscales ainsi que les quotes-parts de la MRC d'Abitibi-Ouest pour l'année 2025.

Les pages 3, 4 et 5 du cahier des prévisions budgétaires ont été détaillées et les différentes variations ont été précisées.

Échanges et discussions suivent.

Les quotes-parts à imposer et leur répartition selon les prévisions budgétaires 2025

Revenus – Quotes-parts et répartition aux municipalités membres

	Dépenses	Recettes totales	Conciliation à des fins fiscales	Quotes-parts 2025
Législation	88 400 \$	5 500 \$	11 000 \$	71 900 \$
Gestion financière & greffe	743 400 \$	585 000 \$	(31 600 \$)	190 000 \$
TNO Rivière-Ojima	39 500 \$	39 500 \$	----	----
Évaluation Partie 1	583 800 \$	61 800 \$	13 300 \$	508 700 \$
Sécurité civile	98 000 \$	20 000 \$	18 000 \$	60 000 \$
Transport collectif	668 000 \$	643 000 \$	25 000 \$	----
Boues fosses septiques	205 000 \$	231 200 \$	(26 200 \$)	----
Plan de gestion des matières résiduelles	205 500 \$	127 300 \$	23 200 \$	55 000 \$

	Dépenses	Recettes totales	Conciliation à des fins fiscales	Quotes-parts 2025
Cours d'eau	14 800 \$	5 000 \$	----	9 800 \$
Plan climat	188 800 \$	188 800 \$	----	----
Centre de valorisation des matières résiduelles (CVMR)	4 331 600 \$	2 625 300 \$	(66 600 \$)	1 772 900 \$
Collecte et transport déchets	1 994 000 \$	992 000 \$	----	1 002 000 \$
Santé - Bien-être	25 400 \$	25 400 \$	----	----
Aménagement	2 103 700 \$	1 759 200 \$	153 200 \$	191 300 \$
Développement	3 189 800 \$	2 984 800 \$	118 500 \$	86 500 \$
Forêt / géomatique/ proximité	973 900 \$	931 300 \$	2 600 \$	40 000 \$
Programme d'aménagement durable des forêts (PADF)	126 000 \$	114 700 \$	----	11 300 \$
Fonds - lots intramunicipaux	378 000 \$	378 000 \$	----	----
TOTAL – PARTIE 1	15 957 600 \$	11 717 800 \$	240 400 \$	3 999 400 \$
Évaluation Partie 2	82 000 \$	----	----	82 000 \$
Fonds locaux investissement	40 000 \$	40 000 \$	----	----
BUDGET TOTAL	16 079 600 \$	11 757 800 \$	240 400 \$	4 081 400 \$

Prévisions budgétaires, quotes-parts 2025 – Partie 1 et fonds locaux d'investissement – Adoption

ATTENDU la présentation du cahier des prévisions budgétaires 2025 et de ses faits saillants;

ATTENDU les quotes-parts à imposer au montant de 3 999 400 \$ pour la Partie 1;

24-210

EN CONSÉQUENCE, proposé par madame Sophie Bouchard, appuyé par monsieur Pierre Godbout et unanimement résolu d'adopter, telles que présentées, les prévisions budgétaires, les quotes-parts à imposer de la Partie 1 découlant des prévisions budgétaires 2025 et des fonds locaux d'investissement.

Le cahier des prévisions budgétaires – Fonds administration générale fait partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

Prévisions budgétaires et quotes-parts 2025 – Partie 2 – Adoption

ATTENDU la présentation du cahier des prévisions budgétaires 2025 et de ses faits saillants;

ATTENDU les quotes-parts à imposer au montant de 82 000 \$ pour la Partie 2;

24-211

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Fernand Major, appuyé par monsieur Pierre Godbout et unanimement résolu d'adopter, telles que présentées, les prévisions budgétaires et les quotes-parts à imposer de la Partie 2 découlant des prévisions budgétaires 2025.

Le cahier des prévisions budgétaires – Fonds administration générale fait partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

Surplus et fonds réservés

ATTENDU QUE certains surplus ont été affectés à différents postes budgétaires afin de réduire les montants à répartir aux municipalités;

ATTENDU QUE ces surplus sont appropriés pour être ainsi répartis:

FONDS D'ADMINISTRATION – PARTIE 1 : SURPLUS	
<i>Affectations courantes</i>	
Législation	11 000 \$
Gestion financière et greffe	69 600 \$
Évaluation Partie 1	16 300 \$
Sécurité civile	18 000 \$
Transport	25 000 \$
Boues septiques	15 000 \$
Plan de gestion des matières résiduelles	26 200 \$
CVMR - Déchets	341 900 \$
CVMR – Matériaux secs	90 500 \$
Aménagement	161 200 \$
Développement	84 000 \$
Forêt / Géomatique / Forêt de proximité	21 100 \$
Total des affectations courantes	879 800 \$
<i>Affectations particulières</i>	
Fonds réservé – FRR	72 000 \$
Total des affectations particulières	72 000 \$
TOTAL DE L'APPROPRIATION DE SURPLUS 2025	951 800 \$

24-212 **EN CONSÉQUENCE**, proposé par monsieur Alain Guillemette, appuyé par monsieur Daniel Céleste et unanimement résolu d'approprier les montants ci-dessus mentionnés afin qu'ils fassent partie intégrante des prévisions budgétaires 2025.

Tarification – Prévisions budgétaires 2025

24-213 Proposé par monsieur Alain Guillemette, appuyé par monsieur Denis Blais et unanimement résolu d'établir la tarification ci-après:

- **Fusion ou regroupement de municipalités** : lors d'une fusion ou le regroupement de municipalités afin de former un nouveau territoire, les honoraires professionnels en évaluation foncière sont de type forfaitaire fixe, suivant négociation avec l'évaluateur responsable et la MRC. Ces honoraires sont payables par la ou les municipalités concernées.
- **Examen du rôle d'évaluation foncière** : lorsque l'évaluateur agréé émet une recommandation d'équilibrage pour un rôle triennal dont l'équilibrage est facultative, la décision d'équilibrer ou non est prise par la municipalité concernée, et celle-ci assume les frais additionnels en découlant.
- **Cours d'eau** : lors d'une intervention dans un cours d'eau, les travaux seront effectués par des personnes qualifiées en la matière et les frais seront facturés directement à la ou aux municipalités concernées.
- **Inforoute et réseau large bande** : les frais de support technique, de gestion de réseau et de développement ainsi que les frais récurrents de l'Inforoute municipale et du réseau à large bande sont facturés aux municipalités.
- **Système d'information géographique** : une tarification de 300 \$ par municipalité s'applique pour le support technique du système d'information géographique. À cela s'ajoute une tarification pour les usagers externes ou les municipalités qui comptent plus de trois utilisateurs.
- **Microsoft 365** : l'utilisation de Microsoft 365 est facturée aux municipalités adhérentes.

Fonds régions et ruralité (FRR) – Priorités d'intervention 2025-2026

ATTENDU l'entente relative au FRR liant le ministère des Affaires municipales et la Municipalité régionale de comté (MRC) d'Abitibi-Ouest;

ATTENDU QUE la MRC d'Abitibi-Ouest se doit d'établir et d'adopter ses priorités d'intervention pour l'année 2025-2026 notamment en fonction d'objets déjà prévus à ladite entente;

24-214

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Yvon Gagné et unanimement résolu d'établir et d'adopter les priorités d'intervention portant notamment sur les objets ci-après :

- a) La réalisation de ses mandats au regard de la planification de l'aménagement et du développement de son territoire;
- b) La réalisation de ses mandats en évaluation foncière;
- c) Le soutien aux municipalités locales en services et expertises professionnelles ou pour établir des partages de services (domaines social, culturel, touristique, environnemental, technologique ou autre);
- d) La promotion de l'entrepreneuriat, le soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise;
- e) La mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets structurants pour améliorer les milieux de vie, notamment dans les domaines social, culturel, touristique, économique, environnemental, technologique et numérique;
- f) La mobilisation du milieu et des communautés ainsi que la réalisation de projets structurants favorisant :
 - i. l'attraction et la rétention de la population;
 - ii. la relève et la formation de la main d'œuvre.
- g) L'établissement, le financement et la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement local et régional avec des ministères ou organismes du gouvernement ou une instance reconnue par la MRC d'Abitibi-Ouest;
- h) Le soutien au développement rural, dans le territoire rural qu'il aura défini à cette fin, soit tout le territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest;
- i) La mise en œuvre de la forêt de proximité;
- j) Le Plan de développement durable 2019-2029, adopté par résolution le 20 mars 2019 et portant le numéro 19-28. (<https://www.mrcao.qc.ca/fr/plan-de-developpement-durable>)

Fonds régions et ruralité (FRR) – Volet 2 – Engagements 2025

CONSIDÉRANT l'enveloppe dédiée pour l'année 2025-2026 suivant l'entente du FRR;

CONSIDÉRANT les sommes non engagées des années antérieures;

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Fernand Major, appuyé par monsieur Rémi Morin et unanimement résolu :

- **D'ENGAGER**, pour l'exercice financier 2025, à même le Fonds régions et ruralité, les montants ci-après :

Gestion financière	
Gestion de l'entente 8%	134 300 \$
Hygiène du milieu	
Conception plateforme de compostage	72 600 \$
Aménagement	
Fonctionnement	267 700 \$
Contribution aux organismes	6 000 \$
Programme d'appui aux collectivités MIFI 25%	115 000 \$
Développement	
PSPS	277 500 \$
Contribution aux organismes	183 600 \$
Honoraires professionnels	99 700 \$
Développement économique	
Fonctionnement	467 700 \$
Tourisme	
Fonctionnement	169 800 \$
Développement rural	
Fonctionnement	275 100 \$
Communication	
Fonctionnement	16 100 \$
Culture	
Entente culturelle	46 600 \$
Ministère Culture et Communications	43 400 \$
Total FRR – volet 2	2 200 500 \$
Fonds de contribution à l'entrepreneuriat	
Fonds d'aide (5)	150 000 \$
PSPS	90 500 \$
Loyer Accès entreprise Québec	20 600 \$
Total FCE	261 100 \$
TOTAL	2 461 600 \$

- **QUE** ces engagements soient priorisés aux sommes disponibles de l'entente 2020-2025, et ensuite aux sommes de l'enveloppe 2025-2026;
- **QUE** toute somme non engagée d'une priorité d'intervention puisse hausser le seuil d'engagement d'une autre priorité d'intervention pour laquelle les dépenses y sont supérieures.

AMÉNAGEMENT

Résolution d'appui à l'analyse par le gouvernement du Québec de l'ensemble des projets déposés dans le cadre de l'appel à projets d'aires protégées en territoire public dans la MRC d'Abitibi-Ouest

CONSIDÉRANT QUE le Québec a adhéré au nouveau Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, dont la cible phare vise à conserver 30 % des terres et des océans de la planète (cible 3) d'ici 2030;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a lancé un appel à projets d'aires protégées en territoire public méridional le 5 juin

dernier, ouvert à tous et visant à recueillir des propositions d'aires protégées d'acteurs de divers horizons;

CONSIDÉRANT QU' afin d'atteindre cette nouvelle cible, les municipalités et MRC sont appelées à jouer un rôle stratégique de premier plan en raison de leur expertise en matière d'aménagement du territoire;

CONSIDÉRANT QUE le Québec protège actuellement près de 17% de son territoire continental, et que les écosystèmes au sud du 49e parallèle s'y trouvent sous-représentés;

CONSIDÉRANT QU' à l'heure actuelle, 1.6 % du territoire de la MRC Abitibi-Ouest est désigné comme aire protégée;

CONSIDÉRANT QUE la MRC Abitibi-Ouest souhaite jouer un rôle actif dans la protection des milieux naturels et semi-naturels de son territoire;

CONSIDÉRANT QUE les territoires visés par les propositions présentes des milieux humides et recèlent, soit des intérêts géologique et forestier importants et/ou des espèces floristiques ou fauniques menacées;

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement (SAD) de la MRC Abitibi-Ouest a pour orientation d'aménagement (chapitre 2) « d'optimiser l'utilisation des diverses parties du territoire tout en favorisant une cohabitation harmonieuse entre les activités; de contribuer à l'occupation dynamique et à la vitalité du territoire en offrant un milieu de vie attrayant; de gérer et de mettre en valeur les ressources naturelles en tenant compte des préoccupations de la population; de protéger, de mettre en valeur l'environnement et d'atténuer les problèmes existants pour se redonner les possibilités d'une pleine utilisation du territoire et cela, tant d'une manière écologique, sécuritaire, esthétique que de toute autre façon. »;

CONSIDÉRANT QUE le SAD de la MRC Abitibi-Ouest a identifié les territoires visés par ces propositions comme territoires d'intérêt naturel/écologique;

CONSIDÉRANT QU' aux termes de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (RLRQ, c. C-61.01), une aire protégée est un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés;

CONSIDÉRANT QUE des phases d'analyse et de concertation seront portées par le gouvernement et permettront de caractériser adéquatement les territoires et de rassembler toute l'information nécessaire à une prise de position éclairée quant aux territoires à protéger en priorité dans la région;

CONSIDÉRANT QUE la priorisation des territoires à protéger prendra en compte la vision des parties prenantes régionales;

CONSIDÉRANT QUE la MRC Abitibi-Ouest a reçu quatre propositions complémentaires de projets pour le secteur du lac Duparquet par diverses parties prenantes;

CONSIDÉRANT QUE la MRC Abitibi-Ouest a informé les municipalités locales affectées par les projets;

CONSIDÉRANT QUE le comité consultatif en aménagement du territoire (CCAT) a concrétisé des recommandations sur chacun des projets à l'exception de : Source Authier, Colline de la chute à Simon et Paysage humanisé de la Cache, puisque leur demandeur a déposé les demandes après le comité;

CONSIDÉRANT QUE la prochaine étape consiste à une préanalyse des projets par les ministères concernés;

CONSIDÉRANT QUE la présente résolution n'a pas pour effet d'approuver les territoires proposés mais d'être en accord à ce que les territoires proposés soient analysés;

24-216

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Alain Guillemette, appuyé par monsieur Denis Blais et unanimement résolu :

- **QUE** le conseil de la MRC Abitibi-Ouest appuie l'analyse par le gouvernement du Québec de l'ensemble des projets d'aires protégées déposés dans le cadre de l'appel à projets sur le territoire de la MRC, soit :
 - **UQAT-FERLD** (Duparquet);
 - **La forêt du Pékan de la rivière Magusi** (Duparquet), en l'intégrant au projet de l'UQAT-FERLD;
 - **Lac-Duparquet** (Duparquet), en l'intégrant au projet de l'UQAT-FERLD;
 - **MOUKMOUK Lac-Duparquet** (Duparquet), en l'intégrant au projet de l'UQAT-FERLD;
 - **Collines-Nissing et Oditan** (Authier-Nord et Rivière-Ojima);
 - **Sentiers du chemin de la lune** (Rapide-Danseur);
 - **Marais-Maine (agrandissement)** (Clerval);
 - **Montagne à Fred** (Macamic);
 - **Les petits lacs** (Clermont et Val St-Gilles); tant qu'il se limite au secteur défini à l'affectation de récréo-conservation du schéma d'aménagement et de développement (SAD) en vigueur et demeure à l'extérieure des lots privés;
 - **Skinoramik** (Ste-Germaine Boulé, Taschereau et Poularies), à l'exception du lot privé;
 - **Source Authier** (Authier, TNO Languedoc), tant qu'il se limite au secteur défini à l'aire de protection de la source Authier et/ou à la superficie de l'esker et demeure à l'extérieur des lots privés;
 - **Colline de la chute à Simon** (TNO Languedoc), tant qu'il se limite au secteur défini au sud de la rivière Macamic;
 - **Paysage humanisé de la Cache** (Authier-Nord), tant qu'il se limite à une mitoyenneté au refuge biologique 08551R002 et qu'il n'empêche pas les activités forestières.
- **D'INFORMER** le gouvernement du Québec que la MRC d'Abitibi-Ouest souhaite que ce dernier priorise l'analyse des projets en lien avec le secteur de Duparquet.

DÉVELOPPEMENT

Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue – Prolongation

CONSIDÉRANT QUE l'entente sectorielle a été adoptée et signée par l'ensemble de ses partenaires en mars 2023, soit près d'un an après son début présumé;

CONSIDÉRANT QUE les délais engendrés par la signature de l'entente ont retardé considérablement les activités de concertation visant à définir les actions soutenues par celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE les activités d'identification de projet ont porté leurs fruits et que les projets à soutenir sont en nombre suffisant, mais que le délai de réalisation est trop court pour créer un réel impact sur le milieu et d'en mesurer les effets;

24-217

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Denis Blais, appuyé par madame Sophie Bouchard et unanimement résolu :

- **D'APPUYER** la demande de prolongation de l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue auprès des partenaires concernés;
- **D'ACCEPTER** de participer au volet territorial de l'entente qui sert à la mise en place des projets prioritaires issus de notre PDD, en réservant un montant de 15 000 \$, conformément aux disponibilités budgétaires de la MRC, le tout conditionnellement à l'obtention des sommes prévues auprès des partenaires financiers concernés;
- **D'AUTORISER** le préfet, monsieur Jaclin Bégin, à signer pour et au nom de la MRC d'Abitibi-Ouest, tout document relatif à la demande de prolongation de l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue.

Fonds locaux de solidarité FTQ – Lettre d'offre et convention de crédit variable à l'investissement

CONSIDÉRANT la *Lettre d'offre et convention de crédit variable à l'investissement* des Fonds locaux de solidarité FTQ, société en commandite, transmise à l'intention de la MRC d'Abitibi-Ouest;

24-218

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Fernand Major, appuyé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu :

- **D'ACCEPTER** l'offre de crédit variable à l'investissement de 230 000 \$ selon les termes, conditions et restrictions énoncés à la lettre d'offre;
- **D'AUTORISER** le préfet, monsieur Jaclin Bégin et le directeur général, monsieur Normand Lagrange, à signer tous les documents nécessaires pour donner suite à ladite « *Lettre d'offre et convention de crédit* »

variable à l'investissement » ainsi que les annexes qui y sont jointes.

Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) – Convention d'aide financière 2024-2029

ATTENDU QUE la conclusion d'une Alliance pour la solidarité permettra de mieux coordonner la lutte contre la pauvreté aux niveaux local, supralocal et régional ainsi que de planifier et de réaliser des activités avec les acteurs concernés, incluant les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;

ATTENDU QUE le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale souhaite verser à la Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue (CPAT), agissant à titre de partenaire, une aide financière à même le FQIS dans le but de lui permettre de soutenir, sur son territoire, des initiatives qui contribuent à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE les MRC/VILLES de l'Abitibi-Témiscamingue, à titre d'actrices responsables du développement local et régional, ont signifié leur engagement à se mobiliser autour de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

24-219

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Rémi Morin et unanimement résolu :

- **D'AUTORISER** le préfet, monsieur Jaclin Bégin, à signer la convention d'aide financière 2024-2029 *Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales*.

Ministère de la Culture et des Communications – Aide financière dans le cadre du programme Aide aux initiatives de partenariat 2025-2027

CONSIDÉRANT QUE l'*Entente de développement culturel* entre le gouvernement du Québec et la MRC d'Abitibi-Ouest vise à mettre en œuvre un partenariat entre ces acteurs majeurs du développement local;

CONSIDÉRANT QUE l'*Entente de développement culturel* est un outil de concertation dans la planification des besoins, des activités, des infrastructures et des moyens financiers ;

24-220

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Tony Boudreau et unanimement résolu :

- **DE DEMANDER** une aide financière au ministère de la Culture et des Communications, dans le cadre du programme Aide aux initiatives de partenariat, pour une durée de 3 ans, soit du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2027;
- **D'AUTORISER** monsieur Normand Lagrange, directeur général, à signer la demande d'aide financière, l'entente à intervenir, ainsi que tout autre document découlant de celle-ci.

Soutien urgent au secteur forestier québécois et mesures pour atténuer les impacts de la crise économique sur les travailleurs, les entrepreneurs et les communautés régionales

CONSIDÉRANT QUE le secteur forestier représente un pilier économique important pour le Québec, contribuant à hauteur de 1,5 % au PIB de la province et générant environ 57 000 emplois directs et indirects;

CONSIDÉRANT QUE l'économie de plusieurs communautés régionales dépend de l'industrie forestière, laquelle fournit plus de 10 % des emplois dans 150 municipalités québécoises;

CONSIDÉRANT QUE depuis plusieurs mois, le secteur fait face à une conjoncture économique difficile, marquée par une chute du prix du bois d'œuvre, une hausse des coûts énergétiques, une inflation élevée, des taux d'intérêt accrus et une augmentation des taxes sur l'exportation vers les États-Unis, ce qui pèse lourdement sur les marges de profit de l'industrie;

CONSIDÉRANT QUE la conjoncture économique mondiale, affectée par le conflit en Ukraine, a contribué à un afflux de bois européen vers le marché nord-américain, limitant davantage les possibilités de reprise des prix pour le bois québécois;

CONSIDÉRANT QUE des facteurs additionnels en Abitibi-Témiscamingue, tels que l'épidémie de tordeuse des bourgeons d'épinettes et les feux de forêt historiques de 2023, ont entraîné la mise en marché de bois de moindre valeur;

CONSIDÉRANT QUE cette crise, persistante depuis plus d'un an, entraîne des fermetures temporaires d'usines et qu'en Abitibi, 56 % des usines de sciage connaîtront une fermeture temporaire à l'automne 2024 en raison de la difficulté d'approvisionnement et des coûts d'exploitation de la forêt québécoise, qui sont les plus élevés au Canada;

CONSIDÉRANT QUE ces fermetures temporaires touchent non seulement les travailleurs des usines, mais aussi les entrepreneurs forestiers, l'industrie du camionnage ainsi que l'ensemble des communautés qui dépendent de cette activité économique;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec, dans la mise à jour économique et financière de l'automne 2024, a annoncé un soutien de 100 M\$ au secteur de la transformation du bois afin d'appuyer certaines entreprises faisant actuellement face à des problèmes de liquidités ainsi que des investissements additionnels de 440 M\$ pour accroître les efforts de reboisement et ainsi procéder à la plantation de plus de 100 millions d'arbres en forêt publique et privée d'ici 2030-2031;

24-221

EN CONSÉQUENCE, proposé par monsieur Fernand Major, appuyé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu de demander :

- **QUE** le gouvernement du Québec mette en place une mesure d'aide spéciale pour accompagner les travailleurs, les entrepreneurs et les communautés directement touchés par la fermeture de leur scierie;
- **QUE** le ministère des Ressources naturelles et des Forêts procède dès à présent aux améliorations pouvant être apportées à la gestion des forêts, pour les questions ne nécessitant pas une révision législative;

- **QUE** le gouvernement du Québec mette en place un programme de prêt, au taux du marché, afin d'aider les propriétaires de scierie et les entrepreneurs forestiers à libérer leur marge de crédit et à diminuer la pression exercée sur leur capacité financière;
- **QUE** le gouvernement du Québec accélère la réalisation de tout projet de construction requérant l'utilisation du bois de charpente afin de supporter notre industrie du sciage.

Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie (PSPS) – Dates de dépôt de projets

24-222

Proposé par monsieur Denis Blais, appuyé par monsieur Michel Cliche et unanimement résolu de fixer les dates butoirs de dépôt des projets présentés dans le cadre de la *Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie* au 24 janvier, au 25 avril et au 26 septembre 2025.

GESTION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS

Rien de particulier n'est abordé sous cette rubrique.

RÉSOLUTIONS DIVERSES

Comité de sécurité publique (CSP) de la MRC d'Abitibi-Ouest – Rapport annuel 2023-2024

24-223

Proposé par monsieur Yvon Gagné, appuyé par monsieur Pierre Godbout et unanimement résolu d'adopter le Rapport annuel d'activités du comité de sécurité publique (CSP) de la MRC d'Abitibi-Ouest, pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024, tel que déposé.

Ledit rapport fait partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

AVIS DE MOTION, PROJET ET ADOPTION DE RÈGLEMENTS

Règlement n° 04-2024 relatif à la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest

Ayant déjà reçu copie du règlement n° 04-2024 ayant pour but d'établir les modalités reliées à la collecte, au transport et à la disposition des matières résiduelles sur le territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest, les membres du conseil en dispensent la lecture.

24-224

Proposé par monsieur Alain Gagnon, appuyé par monsieur Daniel Céleste et unanimement résolu d'adopter le règlement 04-2024, dit « *Règlement relatif à la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest* ».

Ledit règlement est inscrit au livre des règlements de la MRC d'Abitibi-Ouest et fait partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

Il peut être pris connaissance dudit règlement sur le site Internet de la MRC d'Abitibi-Ouest.

Règlement n° 05-2024 modifiant le Règlement concernant la gestion contractuelle et certaines délégations

Le directeur général mentionne les changements entre le projet déposé lors de la séance du 16 octobre dernier et le règlement soumis pour adoption.

Ayant déjà reçu copie du règlement n° 05-2024 ayant pour objet d'ajouter au Règlement sur la gestion contractuelle de la MRC, des mesures visant à favoriser « les biens et les services québécois ou autrement canadiens » et de prévoir la possibilité, pour la MRC, d'accorder des contrats autorisés par la Loi, à des élus ou employés ou à des entreprises dans lesquelles ils ont un intérêt, les membres du conseil en dispensent la lecture.

24-225

Proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Denis Blais et unanimement résolu d'adopter le règlement 05-2024, dit « *Règlement modifiant le Règlement concernant la gestion contractuelle et certaines délégations* ».

Ledit règlement est inscrit au livre des règlements de la MRC d'Abitibi-Ouest et fait partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

Il peut être pris connaissance dudit règlement sur le site Internet de la MRC d'Abitibi-Ouest.

Règlements modifiant les règlements sur les quotes-parts et leur paiement

Échanges et discussions concernant les dépenses relatives aux volumes des matières déposées ou acheminées au Centre de valorisation des matières résiduelles (CVMR) qui sont attribuables à une municipalité, et la provenance des citoyens acheminant ces matières.

Les élus souhaitent établir une procédure d'opération afin de s'assurer que le tonnage des matières déposées au CVMR par les citoyens soit attribué à la municipalité locale d'où il provient.

Il a été convenu d'analyser les différentes possibilités et d'ajouter le sujet à l'ordre du jour de la séance de décembre.

Monsieur Daniel Favreau quitte la séance, il est 22 h 33.

Avis – Articles 423 et 445 du Code municipal du Québec

Considérant que, suivant la grève de Poste Canada, l'ensemble des membres du conseil considère que le courriel transmis le 20 novembre, auquel étaient joints les avis de motion et les projets de règlement relatifs au *Règlement n° 06-2024 modifiant le Règlement sur les quotes-parts et leur paiement (Compétences – Partie 1 (Ensemble des municipalités locales))* et au *Règlement n° 07-2024 modifiant le Règlement sur les quotes-parts et leur paiement (Compétence – Partie 2 (Service d'inspection - Évaluation))*, sont suffisants pour constituer l'avis prévu au dixième alinéa de l'article 445 du Code municipal et en ont ainsi connu suffisamment la teneur et l'objet pour que ce dossier puisse être traité à la présente séance.

Les membres, par leur signature, renoncent également à invoquer l'insuffisance de tout avis qui aurait dû leur être transmis en vertu du dixième alinéa de l'article 445 du *Code municipal* ou toute informalité relativement à l'avis en lien avec les avis de motion et les projets de règlement mentionnés précédemment.

Règlement n° 06-2024 modifiant le Règlement sur les quotes-parts et leur paiement (Compétences – Partie 1 (Ensemble des municipalités locales)) – Adoption

Ayant déjà reçu copie du règlement n° 06-2024 ayant pour objet de modifier le *Règlement 11-2023 sur les quotes-parts et leur paiement (Compétences – Partie 1 (Ensemble des municipalités locales))* aux fins d'y préciser la méthode de répartition des dépenses quant à la compétence exercée par la MRC dans le domaine des matières résiduelles et afin de modifier l'interprétation du terme *Richesse foncière uniformisée (RFU)*, les membres du conseil en dispensent la lecture.

24-226

Proposé par monsieur Mathieu Guillemette, appuyé par monsieur Denis Blais et unanimement résolu d'adopter le règlement 06-2024, dit « *Règlement modifiant le Règlement sur les quotes-parts et leur paiement (Compétences – Partie 1 (Ensemble des municipalités locales))* ».

Ledit règlement est inscrit au livre des règlements de la MRC d'Abitibi-Ouest et fait partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

Il peut être pris connaissance dudit règlement sur le site Internet de la MRC d'Abitibi-Ouest.

Règlement n° 07-2024 modifiant le Règlement sur les quotes-parts et leur paiement (Compétence – Partie 2 (Service d'inspection - Évaluation)) – Adoption

Ayant déjà reçu copie du règlement n° 07-2024 ayant pour objet de modifier le *Règlement 12-2023 sur les quotes-parts et leur paiement (Compétence – Partie 2 (Service d'inspection - Évaluation))* afin de modifier l'interprétation du terme *Richesse foncière uniformisée (RFU)*, les membres du conseil en dispensent la lecture.

24-227

Proposé par monsieur Daniel Céleste, appuyé par monsieur Serge Marquis et unanimement résolu d'adopter le règlement 07-2024, dit « *Règlement modifiant le Règlement sur les quotes-parts et leur paiement (Compétence – Partie 2 (Service d'inspection - Évaluation))* ».

Ledit règlement est inscrit au livre des règlements de la MRC d'Abitibi-Ouest et fait partie des présentes pour valoir comme si, ici, au long reproduit.

Il peut être pris connaissance dudit règlement sur le site Internet de la MRC d'Abitibi-Ouest.

LEVÉE ET FERMETURE DE LA SÉANCE

24-228

Proposé par monsieur Tony Boudreau, appuyé par monsieur Alain Guillemette et unanimement résolu de lever et de fermer la séance. Il est 22 h 37.

Le préfet

Le directeur général

ADOPTÉ LE : 18 décembre 2024

Je, Jaclin Bégin, préfet, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.